

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)
MARCHE N°2026-PA05**

**MAITRE D'OUVRAGE :
VETAGRO SUP 1 avenue Bourgelat 69 280 Marcy l'Etoile**

**OPERATION:
MISE EN SECURITE DU RESTAURANT UNIVERSITAIRE ET DIVERS
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DANS LE BATIMENT PRINCIPAL
(Campus vétérinaire de Marcy L'Etoile - 69)**

Représentante du pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice Générale de VetAgro Sup, Mireille BOSSY, nommée par décret du Président de la République en date du 22 novembre 2021

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. OBJET DU MARCHE-EMPLACEMENT DES TRAVAUX	4
1.2. PROCEDURE DE CONSULTATION	4
1.3. DIVISION EN LOTS	4
1.4. MAITRISE D'ŒUVRE ET AUTRES INTERVENANTS.....	4
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
2.1. -PIECES CONTRACTUELLES	4
2.2. - PIECES GENERALES	5
ARTICLE 3 : DUREE ET DELAIS	5
3.1. DUREE DU MARCHE	5
3.2. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	5
3.2.1 Délai global d'exécution du marché	5
3.2.2 Délai d'exécution des travaux.....	5
3.2.3 Calendrier détaillé d'exécution des travaux	5
3.2.4 prolongation des délais d'exécution	5
ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	5
4.1. – COTRAITANCE	5
4.2. – SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 5 : PRIX.....	6
5.1. - CONTENU DES PRIX.....	6
5.2. -VARIATION DES PRIX.....	6
Article 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES	7
6.1. AVANCE FORFAITAIRE	7
6.2 ACOMPTE	7
6.3 PROJETS DE DECOMPTE/ ETAT D'ACOMPTE.....	7
6.3.1 Mentions obligatoires.....	7
6.3.2 projet de décompte /état d'acompte	7
6.3.3 Décompte final	8
6.4 PAIEMENT	8
6.4.1 Généralités.....	8
6.4.2 Paiement des cotraitants	8
6.4.3 Paiement des sous-traitants	8
ARTICLE 7 : PENALITES	9
7.1. PENALITES	9
7.1.1. Pénalités de retard.....	9
7.1.2. Pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail	9
7.1.3. Autres pénalités	9
7.2. PRIME D'AVANCES	10
ARTICLE 8 : GARANTIE	10
8.1. RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT	10
8.2. DELAI DE GARANTIE /GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	10

ARTICLE 9 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE/ GESTION DES DECHETS	10
ARTICLE 10 : MODALITES D'EXECUTION DU PRESENT MARCHE.....	10
10.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX -OBLIGATION DE CONSEIL	10
10.2– OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE ET DISCRETION.....	11
ARTICLE 11 : PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	11
11.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	11
11.2. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	11
11.3. ECHANTILLONS	11
ARTICLE 12 : DEROULEMENT DES TRAVAUX.....	11
12.1. ASSURANCES.....	11
12.2. PERIODE DE PREPARATION.....	11
12.3. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	12
12.4. PLANS D'EXECUTION - SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES - ETUDES DE DETAIL	12
12.5. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	13
12.6 DEGÂTS ET SOUSTRACTION	13
12.7. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	13
ARTICLE 13 : CONTROLE ET RECEPTION DE TRAVAUX.....	13
13.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	13
13.2. REPLIEMENT DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	13
13.3. RECEPTION.....	14
13.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	14
ARTICLE 14 – LITIGES	14
ARTICLE 15– DEROGATIONS AU CCAG.....	14

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ-EMPLACEMENT DES TRAVAUX

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.A.P.) concernent le marché relatif à des travaux de mise en sécurité du restaurant universitaire et divers travaux d'aménagement dans le bâtiment principal du campus vétérinaire de Marcy l'Etoile (69). **Les travaux se feront en site occupé.**

Adresse du chantier

VetAgro Sup – Campus vétérinaire - 1 avenue Claude Bourgelat 69 280 Marcy l'Etoile

La description des ouvrages ainsi que leurs spécifications techniques sont définies dans les descriptifs joints à la consultation.

1.2. PROCÉDURE DE CONSULTATION

Marché de travaux passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande Publique.

1.3. DIVISION EN LOTS

Le présent marché est divisé en 3 lots, désignés ci-dessous :

Lot n°1 : démolitions-plâtrerie-peinture-plafonds-menuiseries intérieures bois

Lot n°2: CVC-plomberie

Lot n°3: électricité

1.4. MAÎTRISE D'ŒUVRE ET AUTRES INTERVENANTS

Équipe de Maîtrise d'œuvre :

Tabula Rasa 6, rue Emile Zola 69 002 Lyon

SSIIngenierie 127, rue André Caire 26 240 Saint-Uze

Missions: DIAG, AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR +OPC +CSSI

Coordination Sécurité et Protection de la santé: Sud Est Prévention M. Presle 17 chemin Louis Chirpaz 69 134 Ecully

Contrôle technique : Sud Est Prévention M. Rejeb 17 chemin Louis Chirpaz 69 134 Ecully

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

2.1. -PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradictions entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1- l'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes

2- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

3- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

4- le Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

5- le RICT (s'il en est établi un)

6- le PGC (s'il en est établi un)

- 7- la décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)
- 8- les carnets de plans
- 9- le calendrier prévisionnel d'exécution
- 10-l'offre technique du titulaire
- 11-Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

2.2. - PIECES GENERALES

L'ensemble des codes, décrets, arrêtés, circulaires, règlements, DTU, CPT, règles de calcul, normes et Eurocodes applicables aux travaux objets du présent marché.

ARTICLE 3 : DUREE ET DELAIS

3.1. DUREE DU MARCHE

Chaque lot est conclu pour la durée estimative prévue au planning joint dans le cadre du D.C.E. Pour autant, la durée maximale du chantier ne devra pas excéder le délai repris au 3.2.1.

Délai global d'exécution du marché

3.2. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

3.2.1 Délai global d'exécution du marché

Le délai d'exécution des travaux est fixé à 15 semaines, à compter la date de notification du marché qui vaudra ordre de service de démarrage, et il comprend le délai de préparation et de repli du chantier (voir planning prévisionnel).

Les travaux sont mis en œuvre et planifiés avec le Maître d'Ouvrage de manière à occasionner le moins de nuisances possibles pour les usagers des locaux.

3.2.2 Délai d'exécution des travaux

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans le délai global fixé à l'article 3.2.1, conformément au calendrier détaillé d'exécution des travaux. Pour chaque lot, le maître d'œuvre délivre un ordre de service de démarrage des travaux.

3.2.3 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé de l'ensemble des travaux est élaboré par le maître d'œuvre sur la base des calendriers fournis par chacun des titulaires des lots. Les calendriers détaillés distinguent, le cas échéant, les différents ouvrages. Ils indiquent en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date prévisionnelle de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date prévisionnelle de départ des délais particuliers.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

3.2.4 prolongation des délais d'exécution

Conformément à l'article 18.2 du C.C.A.G.-Travaux.

ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

4.1. – COTRAITANCE

Quelle que soit la nature du groupement, le mandataire assure la coordination des entreprises et la représentation du groupement. Les prix sont réputés tenir compte de ces missions.

Si le titulaire du marché est un groupement conjoint, et en cas de défaillance du mandataire du groupement en cours d'exécution du marché, un nouveau mandataire est désigné dans les conditions de l'article 52.7 du C.C.A.G.-Travaux. Ce dernier ne se voit pas imposer une obligation de solidarité avec les autres cotraitants. Son rôle est limité à la représentation et la coordination des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur. Le mandataire représente également le groupement vis-à-vis de tous les intervenants visés au 1.3 ci-dessus.

4.2. – SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles 3.6 et 12.5 du C.C.A.G.-Travaux et des articles L2193-1 à 2193-12 et R2193-1 à R2193-16 du Code de la Commande Publique

ARTICLE 5 : PRIX

5.1. - CONTENU DES PRIX

Le candidat s'engageant sur un prix global et forfaitaire est tenu de fournir la décomposition de ses prix unitaires dans son offre, sous peine de nullité de l'offre. Il est supposé avoir contrôlé les quantités portées sur le D.P.G.F. et ne pourra, après remise de son offre, prétendre à des suppléments pour omission ou mauvaise évaluation. Il est rappelé que la non désignation explicite de certaines fournitures concernant la mise en œuvre, les éléments d'ouvrage, dans le libellé du bordereau de Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.), ne pourra être invoquée par le titulaire.

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. en tenant compte des sujétions que peut entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés à l'article 1.3.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par le prix global et forfaitaire figurant dans son acte d'engagement.

Les prix comprennent les dépenses liées aux mesures particulières à mettre en œuvre pour assurer la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, ainsi que les éventuelles dépenses communes de chantier.

Aucun travail supplémentaire ne pourra donner lieu à rémunération si le titulaire n'a reçu un ordre de service écrit à l'appui d'un devis chiffré par l'entrepreneur et soumis à l'acceptation du Maître d'Ouvrage.

5.2. -VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de novembre 2025, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes et actualisables.

Si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le titulaire a fixé le prix dans son offre et la date de début d'exécution des prestations, le prix sera actualisé selon la formule suivante :

$$P_a = P_0 \times (I_{m-3} / I_0)$$

P_0 : prix initial du marché

P_a : prix actualisé du marché

I_0 : valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

I_{m-3} : valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des travaux

INDEX BT DE REFERENCE:

Lot n°1	Démolition	–	BT01, 25 %	Tout corps d'état
	Plâtrerie	–	BT08, 25%	Plâtre et préfabriqués
	Peinture	–	BT46, 25%	Peinture, tenture, revêtements muraux
	Plafonds	–		
	Menuiseries intérieures bois		BT18a, 25%	Menuiseries intérieure bois
Lot n°2	Chauffage	–	BT40, 20 %	Chauffage central
	Ventilation	–	BT41, 40 %	Ventilation et conditionnement d'air
	Plomberie		BT37, 20%	Plomberie sanitaire
Lot n°3	Electricité		BT47	Electricité

Article 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES**6.1. AVANCE FORFAITAIRE**

Conformément à l'option B de l'article 10.1. du C.C.A.G.-Travaux., lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Le titulaire peut, dans tous les cas, refuser le versement de l'avance.

6.2 ACOMPTES

Conformément aux articles R.2191-20 et suivants du code de la commande publique, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées, elles peuvent donner lieu au versement d'acomptes, lesquels n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Il n'est pas prévu d'acomptes sur approvisionnements.

6.3 PROJETS DE DECOMPTE/ ETAT D'ACOMPTE**6.3.1 Mentions obligatoires**

Outre les mentions légales, les projets de décomptes porteront les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur.

6.3.2 projet de décompte /état d'acompte

Les demandes de paiement seront présentées sous la forme d'un projet de décompte, dans les conditions prévues à l'article 12.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Par dérogation aux articles 12.1.7 et 12.2.1 du C.C.A.G.-Travaux, si le titulaire n'indique pas dans ses demandes de paiement la révision provisoire, il est considéré comme ayant renoncé à celle-ci. Dans tous les cas, la révision définitive sera réalisée lors du décompte général et définitif.

En début de marché, seront transmis au titulaire les éléments nécessaires au dépôt de ses factures sur Chorus pro (n° de SIRET, n° d'EJ et code service).

1. avant le 25 de chaque mois, l'entreprise transmet son projet de décompte en format .pdf pour validation à la maîtrise d'œuvre par mail à Tabula Rasa ; le décompte sera reproduit à partir de la DPGF du marché avec les avancements M et M-1 en %. Tout document non conforme sera refusé.
2. Si celle-ci est conforme à l'avancement, le maître d'œuvre édite l'état d'acompte prévu à l'article 12.2 du C.C.A.G.-Travaux
3. Le maître d'œuvre transmet l'état d'acompte et le projet de décompte validé à l'entreprise qui dépose ces documents sur CHORUS PRO en cadre A4
4. Le maître d'ouvrage traite l'état d'acompte mensuel comme prévu à l'article 12.2 du C.C.A.G.-Travaux.

6.3.3 Décompte final

Le projet de décompte est établi et traité selon les dispositions des articles 12.3 et 12.4 du C.C.A.G.-Travaux. En complément de ces dernières, le décompte final ne pourra être établi que si les éléments nécessaires à la réalisation des DOE et DIUO ont été fournis.

6.4 PAIEMENT

6.4.1 Généralités

Le Maître d'Ouvrage procédera au mandatement de la somme selon les règles de la comptabilité publique.

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, une fois que le « service fait » a été validé (constatation de la conformité de l'exécution de la prestation).

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Directrice Générale de VetAgro Sup.

Le comptable assignataire du paiement est l'Agent comptable de VetAgro Sup.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés ou contrats est la Directrice Générale ou le Secrétaire Général de VetAgro Sup.

NOTA IMPORTANT :

Le règlement des acomptes et décompte définitif est subordonné à la présentation des attestations d'assurances responsabilité civile et décennale à jour.

6.4.2 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5 du C.C.A.G.-Travaux.

6.4.3 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au représentant du pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au représentant du pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention

"autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le représentant du pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance. Si ce titulaire est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des titulaires groupés.

En aucun cas, un sous-traitant occulte ne pourra demander postérieurement à la signature des marchés de règlement direct par le Maître d'Ouvrage si cette procédure n'a pas été mise en place à la signature des marchés.

ARTICLE 7 : PENALITES

7.1. PENALITES

7.1.1. Pénalités de retard

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, par dérogation à l'article 19.2.3. du C.C.A.G.-Travaux, le montant de la pénalité en cas de non-respect des délais d'exécution, y compris partiels, des travaux est fixée à 250 euros par jour de calendrier de retard. Ces pénalités seront déduites des acomptes et décomptes définitifs.

Par dérogation à l'article 19.2.1. du C.C.A.G.-Travaux, les pénalités de retard seront dues au premier euro, sans seuil d'exonération.

7.1.2. Pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail

Le montant des pénalités encourues par le titulaire du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, est fixé à 5 % du montant total du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

7.1.3. Autres pénalités

En complément des pénalités prévues à l'article 19-2 du C.C.A.G.-Travaux, les pénalités suivantes seront appliquées :

- une pénalité de 100€ HT (cent euros) pour chaque absence à une réunion provoquée par le maître d'œuvre à laquelle l'entrepreneur était expressément convoqué ;
- une pénalité de 100€ HT (cent euros) par jour de calendrier de retard en cas de non-respect des délais de remise des documents, dont le DOE ;
- une pénalité de 1000€ HT (mille euros) pour non déclaration de sous-traitant si le titulaire ne s'acquitte pas des obligations relatives aux déclarations de sous-traitance ; elle sera appliqué après constat de la présence d'un sous-traitant non déclaré.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire sera exonéré des pénalités ci-dessus si leur montant total ne dépasse pas 500€ pour l'ensemble du marché.

7.2. PRIME D'AVANCES

Il n'est pas prévu de primes d'avances.

ARTICLE 8 : GARANTIE

8.1. RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT

Une retenue de garantie conforme aux articles R2191-32 à 35 du Code de la Commande Publique est à la charge du titulaire. Dans les conditions prévues aux articles R2191-36 et suivants, le titulaire pourra y substituer une garantie à première demande.

8.2. DELAI DE GARANTIE /GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie est fixé à 1 an (12 mois). Le départ des garanties correspondra à la date d'effet de la réception.

Le titulaire assurera pendant l'année de garantie et ce gratuitement, l'entretien et la maintenance du matériel mis en place. Il devra également gratuitement au Maître d'Ouvrage les réparations autres que l'entretien courant, ainsi que la mise au point ou transformations nécessaires pour que les installations répondent aux critères de résultats et de fonctionnement normaux compte tenu de leur destination.

Toutes les interventions de maintenance demandées par l'utilisateur devront se faire dans les 24 heures, et en tout état de cause ne jamais empêcher le fonctionnement de l'établissement.

ARTICLE 9 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE/ GESTION DES DECHETS

Une charte « chantier à faible nuisances » est associée au chantier (annexe A404). Le titulaire répondant au présent marché s'engage à respecter les consignes y figurant.

ARTICLE 10 : MODALITES D'EXECUTION DU PRESENT MARCHÉ

10.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX - OBLIGATION DE CONSEIL

Avant la remise des offres, le titulaire est réputé:

- Avoir pris connaissance des plans de situation des sites concernés et documents utiles à la réalisation des travaux, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité ;
- Avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords, à la topographie et à la nature des terrains, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées etc...) ;
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires ;
- Avoir vérifié toutes les dimensions et les différences constatées avec celles portées sur les documents de consultation.

Au cours de l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il doit signaler tous éléments de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain,

- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualificatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

10.2– OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE ET DISCRETION

1) Les fournisseurs qui ont eu, soit avant la passation d'un marché, soit au cours de son exécution, communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Les renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à qui que ce soit, en dehors des personnes ayant qualité pour les connaître.

Tout titulaire de marché est tenu, en outre, de considérer comme confidentiels tous les renseignements qu'il peut recueillir en raison de sa situation de fournisseur.

2) Les manquements aux prescriptions du paragraphe ci-dessus sont sanctionnés administrativement de la manière indiquée à l'article 50.3 alinéa j) du C.C.A.G.-Travaux prévoyant la résiliation du marché aux torts du titulaire sans indemnités.

ARTICLE 11 : PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

11.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe, le cas échéant, la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire.

11.2. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les essais et contrôles obligatoires seront dus par le titulaire, conformément à l'article 24 du C.C.A.G.-Travaux et au C.C.T.P.

11.3. ECHANTILLONS

Conformément à l'article 24.5 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire est tenu de fournir dans un délai de 15 jours à compter de la diffusion de la liste d'échantillons établie par le maître d'œuvre, tous les échantillons d'appareillage.

ARTICLE 12 : DEROULEMENT DES TRAVAUX

12.1. ASSURANCES

Conformément à l'article 8.1 du C.C.A.G.-Travaux, à compter de la **notification du marché**, et **avant tout commencement d'exécution**, le titulaire ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil et ce, conformément à la loi n° 78.12 du 4/01/1978.

Le titulaire devra justifier qu'il est également assuré contre les dommages susceptibles d'être causés aux ouvrages existants sur le site, tant au cours de l'exécution des travaux que pendant la période décennale consécutive à la réception de ceux-ci.

12.2. PERIODE DE PREPARATION

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

- Par le maître de l'ouvrage :

- l'autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier.

- Par le maître d'œuvre :

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE confiée au titulaire ;
- les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier.

- Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
 - la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- A ce titre, et conformément à la réglementation (art. L.8291-1 du code du travail), chaque intervenant sur le site doit obligatoirement être muni de la carte d'identification professionnelle BTP (ou, à défaut, d'une attestation provisoire), et être en mesure de la présenter à toute demande des agents de contrôle des services de l'Etat ou du maître d'ouvrage.
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
 - l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux;
 - l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du C.C.A.G.-Travaux précisées par le présent document ;
 - l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre (mission OPC) du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
 - l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant.

12.3. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Afin d'assurer le bon déroulement du chantier et la coordination entre les entreprises, la maîtrise d'œuvre organise des rendez-vous de chantier hebdomadaires. Les convocations à celles-ci ont valeur contractuelle. En cas d'absence du représentant qualifié du titulaire aux réunions de chantier, aux réunions organisées par le C.S.P.S. (visites préalables, inspections communes...), ou autres réunions où le titulaire sera convoqué par mail ou compte-rendu de la précédente réunion, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 7.1.3. du présent C.C.A.P.

Les réunions de chantier feront l'objet d'un compte-rendu établi par le maître d'œuvre qui sera diffusé de manière dématérialisée (courrier électronique) à l'ensemble des parties. Le compte-rendu aura une valeur contractuelle et devra être contesté, le cas échéant, dans les 5 jours ouvrables après sa diffusion.

12.4. PLANS D'EXECUTION - SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES - ETUDES DE DETAIL

Le maître d'œuvre est titulaire d'une mission type loi MOP Base VISA + OPC

Les études techniques et plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées (STD), études de détail éventuellement destinées à compléter les documents techniques visés au §2.1. ci-dessus, sont à la charge de l'entreprise qui devra en fournir copie au Bureau d'études, Bureau de contrôle et au Maître d'Œuvre pour avis avant exécution.

Les plans de fabrication sont à la charge du titulaire, ils doivent être soumis à l'acceptation préalable du Bureau d'études, conformément à l'article 29.1 du C.C.A.G.-Travaux.

12.5. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux définis par la loi n°93-1418 du 31-12-93 et du décret n° 94-1159 du 26-12-94 concernant la sécurité et l'hygiène des chantiers.

Outre ces principes, le titulaire s'engage à :

- donner suite pendant la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre;
- communiquer un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) au maître d'ouvrage au cours de la période de préparation du chantier.
- demander à ses sous-traitants qu'ils communiquent au maître d'ouvrage, un PPSPS, à défaut, ils ne pourront intervenir sur le chantier.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

12.6 DEGÂTS ET SOUSTRACTION

Le titulaire sera responsable de tous les dégâts survenus sur le chantier et pendant le cours des travaux, soit du fait de ses ouvriers, soit des personnes qui auraient pu s'introduire dans le chantier, comme aussi, toute détérioration ou soustraction faite à l'édifice.

12.7. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le délai nécessaire est inclus dans le délai contractuel.

Pour le nettoyage de chantier :

- Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- Le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais ;
- Le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la mise en état des installations qu'il a salies ou détériorées, ainsi que l'évacuation à la décharge publique de ses déblais et gravats.

ARTICLE 13 : CONTROLE ET RECEPTION DE TRAVAUX

13.1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles d'ouvrages prévus par les documents techniques du marché seront assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant. En outre, les entreprises sont tenues de se soumettre aux contrôles et de répondre aux demandes de renseignements.

13.2. REPLIEMENT DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées.

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

13.3. RECEPTION

La procédure de réception se déroule conformément à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux. La réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues au C.C.T.G. et C.C.T.P.

Si, lors de la réception de fin de chantier des omissions, imperfections ou malfaçons étaient constatées dans certains ouvrages, le titulaire serait tenu d'y remédier dans un délai maximum de 1 mois.

Dans le cas où des défauts se révéleraient pendant le délai de garantie fixé à 1 an, le titulaire sera tenu d'y remédier conformément à l'article 44 du C.C.A.G.- Travaux.

Tout problème signalé à l'entrepreneur dans le cadre de l'année de parfait achèvement devra être réglé sous un mois ou selon les stipulations d'éventuels ordres de service. A défaut et après mise en demeure restée sans effet, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable, l'ensemble à valoir sur la retenue de garantie ou à prélever sur la garantie à 1^{ère} demande.

Dans le cas d'installations prioritaires (énergie, fluides, détention incendie, désenfumage, anti-intrusion), l'intervention devra être immédiate.

13.4. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, conformément à l'article 40 du C.C.A.G.- Travaux, devront être remis au Maître d'Ouvrage dans les délais prescrits par l'article précité.

Sont notamment à fournir par les entreprises :

- Dossier des Ouvrages Exécutés y compris repérage des réseaux
- Notices d'entretien de l'ensemble des appareillages
- Ensemble des P.V. et tests demandés par les bureaux d'études
- Ensemble des P.V. et tests demandés par le bureau de contrôle
- Ensemble des P.V. et tests demandés par la commission de sécurité
- Ensemble des renseignements demandés par le contrôleur SPS en vue de la constitution du DIUO.

Tous les plans qui ont été nécessaires à l'élaboration du chantier doivent être joints à ce dossier.

Chaque Dossier des Ouvrages Exécutés sera fourni en 3 exemplaires sur support papier et 1 au format informatique à la maîtrise d'œuvre.

Tout retard dans la remise des documents fera l'objet des pénalités de retard prévues à l'article 7.1.3 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 14 – LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 15– DEROGATIONS AU C.C.A.G.-Travaux

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) qui divergent de celles énoncées au C.C.A.G.-Travaux, se substituent à ces dernières :

- L'article 2.1. déroge à l'article 4.1 (ordre de priorité des pièces contractuelles) ;
- L'article 6.3.2. complète les articles 12.1 et 12.2 (modalités de transmission de la demande de paiement) ;
- L'article 6.4.2. complète l'article 10.7 (cotraitance) ;
- L'article 7.1.1. déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.3 (suppression du seuil d'exonération ; calcul des pénalités de retard)
- Les articles 7.1.2 et 7.1.3 complètent l'article 19.2 (Pénalités pour non-respect des obligations prévues aux articles L8221-3 à L 8221-5 du Code du Travail, pénalités diverses)